

2025

LE LAMPADAIRE

LE MAGAZINE DE LA LIGUE 33



Table des matières

Hypocrites	1
Éditorial	
Entrevue avec Léandre Plouffe du comité BAILS	3
Anastasia	
Insalubrité publique	5
Jonathan	
Ray-Mont Logistique vs Hochelaga	8
Abby	
Robocop ou police citoyenne?	9
Carolyne	
Faire mieux durant la prochaine tempête de neige	10
Lewis	
Faut-il couper dans le transport adapté?	12
David	
Entrevue avec Frédéric Therrien	14
David	
Comment remporter des victoires?	16
André-Philippe	

Hypocrites

Éditorial

S'il y a bien un mot pour décrire la clique dirigeante dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, c'est celui-là : hypocrite. Ces gredins devraient être honnêtes et le dire ouvertement : « nous ne sommes pas là pour la démocratie ou pour améliorer la qualité de vie des gens, mais pour donner des coups de pouce aux amis du régime ».

Les travaux infinis, ça pollue

Les élus de Projet Montréal n'ont d'yeux que pour le dépotoir de Terrebonne. Combien de fois le tourtereau Lessard-Blais n'a-t-il pas entonné des tirades larmoyantes à son sujet, ses grands yeux d'idiot embués d'humeurs amoureuses tandis qu'il nous suppliait d'aimer le dépotoir autant que lui l'aime. « Le pauvre dépotoir va déborder », « pensez à mon dépotoir chéri avant de me critiquer », « prenez ma femme, prenez mes enfants, mais Seigneur Dieu, pensez au dépotoir de Terrebonne », et ainsi de suite. Pierre est cependant un coureur de jupons (un fuckboy, pour les jeunes) en matière de dépotoir. Au fond, il s'en sacre un peu que celui-ci déborde. Ses beaux sentiments ne sont que charnels. Ce qui lui importe réellement, c'est d'apparaître comme un grand défenseur de l'environnement pour pouvoir séduire plus d'écologistes niais.

Regardons le bilan de ti-Pierre et sa bande en termes de production de déchets :

- Réfection de dizaines de rues pour agrandir les trottoirs, enlever des voies routières, ajouter des pistes cyclables, etc.
- Feu vert à plusieurs projets de construction de condos de luxe
- Démolition de la Place Versailles pour y construire des condos
- Chantier interminable du SRB

Les déchets issus de la construction forment 1/3 des déchets produits au Québec et sous la direction de Projet Montréal, les chantiers inutiles que personne n'a demandés foisonnent.



Travaux du SRB sur le boulevard Pie-IX

À deux reprises, des citoyens ont voulu pointer du doigt cet illogisme au conseil d'arrondissement, mais nos élus de Projet Montréal sont clairs : ce n'est pas leur problème. Pierre Le Tsar-Blais a même ri en pleine face de citoyens qui avaient calculé la quantité d'asphalte gaspillée lorsque des rues en bon état sont défaites pour mettre des pistes cyclables.

Au service du compost?

Même quand il s'agit du sujet fétiche de nos élus, c'est-à-dire le compost, la bande de joyeux lurons de Projet Montréal sont des hypocrites finis. En effet, ceux-ci ont, sans aucune honte, essayé de nous faire croire que la réduction de la collecte des poubelles était faite pour inciter à composter... alors même que le compost n'était pas implanté partout dans l'arrondissement! Ce n'est que l'an dernier qu'on a fini d'implanter la collecte du compost dans les blocs d'appartements à Hochelaga. Pourtant, pas besoin d'un doctorat pour comprendre que les gens ne compostent pas s'ils n'en ont même pas la possibilité! Et voilà que la mairie y va avec un projet-pilote idiot de collecte bihebdomadaire du compost dans Hochelaga.

Il ne s'agit évidemment pas d'une mesure vraiment conçue pour servir la population : l'éboueur Simon Paré-Poupart soulignait déjà en 2024 dans son livre *Ordure!* que la collecte du compost est « un travail interminable » (p. 64) parce que la quantité de compost par densité de population est beaucoup plus faible que pour les ordures ou le recyclage. Le projet-pilote de Projet Montréal, si vous voulez notre avis, semble plus servir soit à séduire les écologistes naïfs, soit à donner un contrat de collecte de plus à l'ami ou le beau-frère de quelqu'un dans l'administration municipale.



Notre cher maire de l'arrondissement est confronté aux conséquences de sa décision d'espacer la collecte des ordures sur TVA Nouvelles.

La salubrité, pas une priorité

L'hypocrisie ultime revient peut-être à l'initiative de nos humoristes de Projet Montréal de répondre aux innombrables critiques envers l'insalubrité du quartier en publant leur « Plan d'action en propreté » qui annonce des mesures aussi originales que de... réparer et vider les poubelles publiques, ainsi que nettoyer les parcs. Bon, soyons de bonne foi : le Plan annonce aussi l'ajout de 1700 heures (l'équivalent d'un employé annuel à temps plein) à la Brigade propreté dans Mercier-Est et la prolongation de deux mois de l'activité de cette brigade dans Hochelaga. Les Cols bleus vont aussi commencer plus tôt à nettoyer les rues et l'arrondissement va ajouter quelques points de dépôts pour les déchets dans Hochelaga.

Cela étant dit, il n'est pas question pour Projet Montréal de remettre les poubelles publiques qui ont été enlevées dans les dernières années,

d'instaurer des collectes spéciales durant la canicule ou, encore mieux, d'annuler l'espacement de la collecte l'été. Et que dire de l'inaction totale de l'administration face à la question des rats. Nous sommes dans la situation où notre maire d'arrondissement nie qu'il y ait un problème de rats dans Hochelaga. Le conseiller d'Hochelaga, l'incompétent Eric Alan Caldwell, est pour sa part introuvable et irrejoignable.

Nous en appelons donc aux candidats de Projet Montréal aux prochaines élections de faire preuve d'un peu de transparence et de choisir un slogan plus honnête pour la course à la direction de la ville. À la Ligue 33, nous pensons que les mots « Fuck you » annoncerait clairement vos couleurs aux électeurs.



Un tas de déchets sur le trottoir, décoré avec l'étiquette rouge d'infraction de la Ville.

Entrevue avec Léandre Plouffe du comité BAILS

Anastasia

Léandre Plouffe, organisateur communautaire au comité BAILS, travaille en première ligne contre les évictions à Hochelaga-Maisonneuve. Dans cet entrevue, il nous ouvre les portes d'un combat quotidien pour les droits des locataires et contre la spéculation immobilière.

Q : Bonjour Léandre. Pour commencer, peux-tu te présenter et nous expliquer ton rôle dans le comité BAILS ?

« Mon nom c'est Léandre Plouffe et je travaille au comité BAILS comme organisateur communautaire. Mon rôle, c'est de mobiliser les gens, nos membres, mais aussi les résidents du quartier sur tout ce qui touche au logement : les évictions, la gentrification, les droits des locataires [...] Il y a aussi un volet de vie associative. Comment on tisse des liens entre les membres, comment on cultive des relations solides. Puis, comment on politise tout ça. »

Q : Concrètement, qu'est-ce que vous faites sur le terrain, surtout dans les cas d'évictions ?

« On a un volet dédié à la lutte aux évictions. C'est ma collègue qui s'en occupe principalement, en collaboration avec Entraide Logement, notre comité frère. On est voisins, sur le même étage. Il y a trois personnes attitrées à cette mission. [...] On va à la rencontre des locataires, on leur explique leurs droits. S'il y a reprise de logement ou menace, on regarde avec eux quoi faire – aller au TAL, faire appel à un avocat, etc. »

Q : Peux-tu nous parler du cas Zavriyev, très médiatisé récemment ?

« Zavriyev, c'est un drôle d'oiseau... mais c'est un bandit. Il enfreint plein de règlements, plein de lois. Mais il n'y a pas de sanctions, parce qu'il a de l'argent et pas de volonté politique de punir les propriétaires délinquants. [...] Il achète des immeubles — souvent des

grosses blocs — et fait tout pour faire partir les locataires en place. Il attaque la tuyauterie, fait des rénovations extrêmes, ou bien il harcèle. Il veut créer un climat invivable. »

Q : Pourquoi ?

« Pour pouvoir augmenter les loyers, gonfler la valeur de l'immeuble et le revendre rapidement. Un exemple : sur Pierre-de-Coubertin, il achète un immeuble à 6 ou 7 millions et quatre mois plus tard, il le revend à 16 millions. »

Q : C'est un stratagème qu'il répète ailleurs, comme au Manoir Louisiane ?

« Exact. Le Manoir Louisiane, c'est une résidence privée pour personnes âgées. À l'automne dernier, on a appris qu'elle allait fermer pour le 1^{er} juillet, mais sans avis d'éviction officiel. C'était une manœuvre déguisée. [...] Nous, on est allés là-bas pour informer les résidents, mais la police nous empêchait d'entrer. Parce que c'était "privé". »

Q : Et du côté de l'arrondissement, est-ce que vous sentez un appui réel ?

« Non. Il y a un règlement — le règlement sur la salubrité, l'entretien, la sécurité — qui donne des pouvoirs à l'arrondissement. Mais ils ne l'appliquent pas. »

Q : Le maire dit pourtant qu'il vous soutient. Est-ce que tu y crois ?
Léandre soupire : « C'est dur de juger les intentions. Mais ce qu'on peut juger, ce sont les résultats. Et là-dessus, c'est clair : le maire ne livre pas la marchandise. »

Q : Un dernier mot ?

« Ce qu'on vit, c'est l'effet d'un système qui tolère les abus de riches propriétaires, mais empêche les locataires de s'organiser. Et ça, ça ne changera pas sans lutte. »



En haut à gauche : Léandre Plouffe, détenu par le SPVM pendant le démantèlement du campement d'itinérants au parc Morgan.

Plusieurs bannières du comité BAILS et Entraide logement dénonçant des pratiques anti-locataires sont présentés dans les trois autres coins de la page.

Insalubrité publique

Jonathan

Dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (MHM), la question de l'insalubrité est devenue la preuve par excellence d'une gouvernance municipale déconnectée des réalités citoyennes. Cette situation résulte directement des politiques imposées par Projet Montréal, notamment sous la direction du maire d'arrondissement Pierre Lessard-Blais. L'insalubrité actuelle est le fruit d'une série de décisions mal avisées, prises sans consultation adéquate, et ayant des répercussions profondes sur la qualité de vie des résidents.

Logements délabrés

Dans plusieurs secteurs de MHM, de nombreux immeubles résidentiels, particulièrement ceux construits avant les années 1950, tombent aujourd'hui dans un état avancé de délabrement. Moisissures tenaces, infiltrations d'eau, installations électriques vétustes, infestations de coquerelles et de rats : voilà le quotidien de milliers de locataires, souvent à faible revenu, piégés dans des logements qu'ils ne peuvent ni rénover ni quitter faute d'alternatives abordables. Des inspections menées dans l'arrondissement ont révélé que près de la moitié des 818 logements examinés présentaient des infractions, notamment en matière de maçonnerie, de détecteurs de fumée défectueux et de présence de vermine.

Selon les données de l'Office municipal d'habitation de Montréal et de groupes comme Entraide logement, des centaines de signalements pour insalubrité sont déposés chaque année, sans que l'administration n'intervienne rapidement. Dans certains cas, les inspections ne sont faites qu'après plusieurs mois, permettant aux propriétaires négligents de continuer à percevoir les loyers pendant que les problèmes s'aggravent.

Ce laxisme administratif a de lourdes conséquences sur la santé des résidents. Il traduit l'incapacité de Projet Montréal à appliquer ses propres règlements en matière de salubrité minimale, tout en laissant le parc locatif se détériorer au profit d'intérêts privés.

Par ailleurs, les procédures administratives pour signaler des logements insalubres sont souvent complexes et dissuasives pour les locataires. L'obligation d'envoyer une mise en demeure au propriétaire avant toute intervention municipale peut retarder les actions nécessaires et exposer les locataires à des représailles.

L'espacement de la collecte des déchets

Le passage à une collecte des déchets aux deux semaines, instauré progressivement par Projet Montréal à partir de 2022 et généralisé en 2024, est présenté par l'administration comme un geste en faveur de l'environnement, destiné à encourager le compostage et à réduire les déchets. Mais cette politique, appliquée sans tenir compte des réalités sociales, économiques et matérielles d'un quartier populaire comme MHM, illustre de manière flagrante l'aveuglement idéologique et l'insincérité politique de Projet Montréal.

Dans des arrondissements plus aisés où les logements sont souvent plus grands, mieux ventilés et dotés de rangements extérieurs ou de composteurs domestiques efficaces, une collecte bimensuelle peut sembler viable. Mais dans les quartiers densément peuplés, où une forte proportion de la population vit en appartement sans espace de stockage pour les matières organiques, cette politique se transforme en un fardeau insupportable.



Les familles nombreuses, les personnes âgées, les locataires vivant dans des logements sans climatisation adéquate ou avec une mauvaise aération doivent composer avec des sacs à déchets qui stagnent pendant jusqu'à 14 jours, parfois dans la cuisine. Résultat : des odeurs pestilentielles, des nuées de mouches, des infestations de rats, et un sentiment de saleté et de honte généralisée.

Projet Montréal prétend défendre l'environnement, mais au prix de la santé publique la plus élémentaire. La prolifération des vermines, exacerbée par les longues périodes entre les collectes, n'est pas seulement un désagrément visuel. Elle constitue un risque réel de transmission de maladies, en particulier dans les immeubles vétustes déjà aux prises avec des problèmes de salubrité. Dans ces conditions, forcer les citoyens à « composter davantage » n'est pas une solution écologique — c'est une déresponsabilisation municipale maquillée en vertu.

De plus, l'argument selon lequel cette mesure favoriserait le compostage repose sur des données floues, sans réelle étude d'impact sur le comportement des ménages. En l'absence d'un système de compostage adéquat, fonctionnel et accessible pour tous (par exemple des collectes de matières organiques plus fréquentes, ou des composteurs intérieurs municipaux), cette politique ne fait qu'accentuer l'insalubrité dans l'arrondissement.

La Ligue 33 a réagi en déposant une pétition signée par environ 300 citoyens en juillet 2024, dénonçant cette décision impopulaire et ses conséquences sur la salubrité publique. Au moment où cet article a été écrit, une version en ligne de cette pétition a atteint plus de 2600 signatures. Au lieu de réagir avec humilité aux doléances exprimées par les citoyens dans cette pétition, le maire d'arrondissement Pierre Lessard-Blais a adopté un ton moralisateur, affirmant que « ce n'est pas la collecte qui est trop rare, ce sont les résidents qui ne compostent pas assez. »

Ce renversement de responsabilité est particulièrement mal reçu dans un arrondissement où de nombreux citoyens peinent à se loger, à se nourrir et à vivre dans des conditions dignes. Accuser les gens de ne pas être suffisamment écologiques tout en coupant un service municipal de base relève d'un cynisme politique inquiétant. Ce n'est pas une écologie populaire, mais une écologie punitive, déconnectée des réalités de terrain.

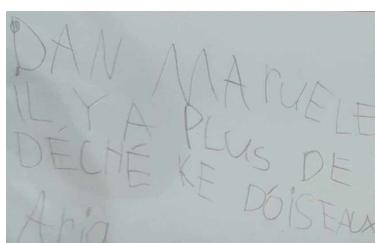
L'affaire de la collecte bimensuelle ne se résume pas à une question de poubelles. Elle révèle une fracture politique entre un pouvoir municipal qui gouverne selon des idéaux abstraits, et des citoyens qui vivent des réalités concrètes de précarité, d'insalubrité et d'exclusion.

Un mépris institutionnalisé

En refusant d'écouter les voix critiques, en accusant les résidents de leurs propres souffrances et en imposant une politique inadaptée sous couvert d'écologie, Projet Montréal expose les limites de son approche autoritaire du développement durable.

Pour la Ligue 33, l'enjeu n'est pas de rejeter l'environnementalisme, mais d'en faire un projet collectif, équitable et profondément ancré dans la vie quotidienne des Montréalais — à commencer par ceux de MHM.

Depuis des années, les résidents de MHM sonnent l'alarme sur la dégradation des logements, la multiplication des rats et des coquerelles, l'absence de mécanismes rapides de réponse aux plaintes et l'indifférence des élus devant l'inaction des propriétaires négligents. À cela s'ajoute aujourd'hui une politique municipale qui, sous prétexte de durabilité, aggrave les conditions de vie déjà précaires en réduisant un service aussi fondamental que la collecte des déchets. C'est dans cette accumulation de négligences, de mesures anti-peuple et de promesses non tenues que s'installe un sentiment d'injustice profonde et de mépris institutionnalisé.



En haut : Des membres de la Ligue 33 manifestent en face de la brasserie du maire de MHM lors d'un « picnic » de Projet Montréal à l'intérieur.

Au centre : Des bannières accrochés dans l'arrondissement dénonçant l'espacement de la collecte des ordures et les manques de services en salubrité alors que les taxes municipales augmentent.

En bas : Quelques contributions à un album fait par des familles, indiquant au maire ce que les enfants du quartier pensent de MHM, arrondissement qui déborde de vidanges pour éviter que le dépotoir ne déborde!

Ray-Mont logistique vs Hochelaga

Abby

Ray-Mont Logistiques est une entreprise de transport de conteneurs spécialisée dans le transport de grains. Situé entre Maisonneuve et Longue-Pointe, le site exploité par Ray-Mont fait transiter des conteneurs du Port de Montréal pour qu'ils soient ensuite transportés par avion ou par train. En début avril, l'administration de Projet Montréal a donné une dérogation à la compagnie pour qu'elle puisse détruire le Boisé Steinberg afin de recommencer à utiliser des voies ferrées abandonnées. L'administration municipale affirme qu'elle n'avait pas le choix de donner la dérogation pour éviter de se faire poursuivre par Ray-Mont.

Je souhaiterais partager mon point de vue de citoyen d'Hochelaga autant que mon point de vue professionnel, puisque je suis camionneur. Cela ne me donne pas d'énormes compétences de logistique du transport, mais lorsque j'ai participé à la consultation publique sur le sujet, j'ai décelé qu'il manquait beaucoup de transparence de la part de Ray-Mont Logistique. Il y avait des études de terrain où ça ne tournait pas rond. Je me suis donc intéressée au projet.

J'aimerais noter d'abord qu'il y a depuis longtemps des litiges pour qu'il y ait une augmentation de l'activité industrielle dans cette zone résidentielle. J'ai découvert qu'il y avait déjà une décision de la cour qui tolérait une activité des activités de 7 h à 19 h depuis 2021. On peut s'entendre que c'est déjà suffisant et raisonnable, donc j'ai de la difficulté à accepter les menaces de poursuite de Ray-Mont contre la ville de Montréal en vue de permettre des activités à 24 h/24, 7 jours/7.

On ignore parfaitement les raisons derrière cela. Rien n'est vraiment détaillé sur leur site internet et lorsqu'on cherche à comprendre le besoin d'augmenter l'activité ferroviaire, on découvre qu'il y a déjà plein de chemins ferroviaires dans le quartier à des endroits mieux placés que derrière un centre de soins de longue

durée et un quartier résidentiel. Les gens dans Hochelaga ont besoin de tranquillité durant la nuit. Un train, même si c'est écologique et que ça a plein d'avantages en termes d'efficacité de transport... ça fait du vacarme (même lorsque ça se déplace lentement). Allez près des activités de chez Glencore dans l'est de l'île et vous verrez.

Ray-Mont Logistiques prétend qu'augmenter les activités industrielles dans Hochelaga va diminuer le camionnage dans le quartier. C'est tout simplement impossible à mon avis. Les activités ferroviaires ont des besoins logistiques: il va y avoir besoin de camions pour la gestion des déchets et des matières dangereuses. Ça prend des camionneurs spécialistes. On sait quel type de camions ça prend puisque les conteneurs sont empilés tellement haut près des parcs du quartier qu'on sait exactement quel modèle de camion transporte le grain qui transite chez Ray-Mont.

Actuellement, le quartier n'est pas équipé des infrastructures nécessaires pour accueillir des camions supplémentaires. Les travaux du tunnel Louis-Hippolite Lafontaine sont rendus à moins de la moitié, donc les transporteurs font leur détour par Notre-Dame. Il va falloir prendre en compte que la détérioration de la rue s'accélère et que ça a des coûts qui sont assurés par la population... pas par Ray-Mont Logistiques. Il faudrait vérifier avec des analystes financiers, mais rien ne dit que ça nous coûtera moins cher qu'une menace de poursuite à 375 millions.

De plus, on a appris récemment que, pour favoriser les activités ferroviaires de Ray-Mont, le CN prévoit d'utiliser du Round Up autour des chemins de fer. C'est un pesticide dangereux pour la santé de la population. Parce que les chemins de fer sont des territoires fédéraux ils ont techniquement le droit de l'utiliser, mais ça reste que ce n'est pas pour rien que c'est interdit au Québec...

Robocop ou police citoyenne?

Carolyne

Du grec ancien *politeia*, référant au gouvernement de la cité et de son administration civile par des citoyens, on est arrivés, en passant par le latin et le vieux français, à quelque chose qui serait défini actuellement comme un organe assurant l'ordre.

Entre les abus, les trips de pouvoir, le profilage racial, les arrestations musclées envers même des journalistes, il semblerait que le sens premier ait été détourné alors que la police délaisse les citoyens pour défendre des intérêts supérieurs... Qui plus est, elle le fait sans avoir aucun compte à rendre, souvent protégée par son corps professionnel (les fameuses fraternités). Les problèmes sont nombreux. Est-ce qu'un jeune étudiant en techniques policières s'attendait à s'occuper de sortir des sans-abris du transport en commun ou carrément à défaire des campements, à gérer des situations qui relèvent clairement du travail social plutôt que de la criminalité? Il pourrait être important de distinguer l'organe des individus qui le composent, après tout l'être humain vient avec ses préjugés et faiblesses.

Autrement, c'est clairement inacceptable que des policiers prennent position lors de manifestations, entre autres exemples, jusqu'à arrêter des journalistes de droite comme de gauche ! On l'a vu avec la journaliste de L'Étoile du nord dernièrement ainsi que celle de Rebel News, des arrestations plutôt musclées et non justifiées! Qui détermine quelle manif est légitime et quelle autre ne l'est pas ? Qui détermine la protection des manifestants ou des contre-manifestants? Est-ce au bon vouloir des policiers dont les ordres viennent d'en haut?

Les policiers sont aussi des donneurs de tickets? Est-ce que ça justifie leur formation? Est-ce que ce sont des perceuteurs d'argent avant tout? Deviennent-ils aigris à force de ne pas faire ce pour quoi ils sont formés? Selon moi, chaque policier fait ou pourrait faire une bonne job s'il suit son jugement et qu'il a le cœur à la bonne place.

Il y a une maudite limite à appliquer les règles à la lettre, des règles qui, on le voit, viennent directement de décisions gouvernementales déconnectées.

Il est quand même odieux que les yeux des «forces de l'ordre» soient fermés sur de véritables enjeux de sécurité public tels que le trafic d'armes et la crise des opioïdes, tandis que certains jouent les gros bras avec des manifestants ou des personnes fragilisées par leur santé mentale ! Comment régler ces problèmes ? Les policiers refusent d'être filmés lors de leurs interventions, même si les citoyens le font avec leur cellulaire de plus en plus!

Nous voilà rendu avec une police qui joue le rôle chien de garde du gouvernement. Ce sont donc deux facteurs qui déterminent ce que serait un « bon policier »: le gouvernement en place et la capacité individuelle du policier à user de son jugement. Ouf ! Nous ne sommes pas sortis du bois !



Ramona Murphy, journaliste de L'Étoile du Nord et résidente de MHM, arrêtée pendant le salon militariste CANSEC.

Engager des robots réglerait-il les problèmes? On se rapprocherait certainement d'une police « objective » mais on s'éloignerait d'un idéal d'une police de proximité capable de jugement humain et de discernement. Il ferait peut-être bon vivre en utopie avec des policiers (pourquoi pas?) élus par la communauté et travaillant pour son intérêt, ainsi que le bien commun.



Faire mieux durant la prochaine tempête de neige

Lewis

L'hiver dernier, Montréal a été frappée par deux importantes tempêtes de neige en l'espace de quatre jours. Les opérations de déneigement subséquentes ont été extrêmement lentes. Les citoyens étaient incapables de se déplacer sur des routes réduites à une seule voie enneigée. Le chaos qui a envahi les routes de Montréal dans les semaines qui ont suivi les tempêtes a mis en évidence de nombreux problèmes liés au système de déneigement de la Ville.

Dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (MHM), la lenteur du déneigement s'est combinée à d'autres politiques d'urbanisme et d'hygiène impopulaires, ce qui a aggravé la situation.

À Montréal, c'est l'arrondissement qui est responsable de la gestion de son propre déneigement. À MHM, il est assuré par une combinaison de cols bleus et d'entreprises privées. Selon le maire de l'arrondissement, Pierre Lessard-Blais (PLB), il aura fallu 18 jours pour déneiger les rues de l'arrondissement suite aux deux tempêtes. Pendant ces 18 jours, le chaos a régné. Les rues et les trottoirs étaient impraticables. De nombreux habitants ont été contraints de rester chez eux dans les premiers jours, parfois incapables d'aller travailler.

Comme à son habitude, l'administration municipale de Projet Montréal a fait porter la responsabilité sur les individus pour ce qui était en réalité un échec des infrastructures sociales. Alors qu'il fallait passer des heures à pelleter pour pouvoir sortir de chez soi et atteindre le trottoir, Philippe Sabourin, porte-parole de la Ville, a mis en garde les habitants contre les « dépôts illégaux » de neige. Cela rappelait la réponse de Projet Montréal aux critiques concernant l'espacement de la collecte des ordures : si les rues sont pleines d'ordures et envahies par les rats, c'est la faute des habitants, pas celle de leur parti qui a réduit de moitié la fréquence de la collecte des ordures.

Depuis la mise en œuvre de cette politique impopulaire d'espacement de la collecte, les habitants ont vu les rues se remplir d'ordures. Lorsque la bimensuelle collecte a été annulée après la tempête à cause de la neige, la situation a encore empiré. Plusieurs semaines d'accumulation d'ordures se sont ajoutées aux tas de neige. Une ruelle à Hochelaga a même été utilisée comme décharge improvisée. Lorsque les opérations de déneigement ont enfin commencé, tous ces déchets ont été déchiquetés et dispersés dans les rues.

Même après le déneigement, les traces de la négligence de l'arrondissement étaient encore visibles. Début avril, huit semaines après le début de la tempête, des supports à vélos cassés et d'autres éléments de mobilier urbain détruits lors des opérations de déneigement jonchaient encore les rues.

Lors de la réunion du conseil municipal qui a suivi les tempêtes, les membres de la Ligue 33 ont demandé au maire PLB d'évaluer la gestion du déneigement par son administration cette année et de nommer des solutions pour améliorer ce service dans l'avenir. Comme il l'a mentionné lors de la réunion, nous pouvons nous attendre à ce que les changements climatiques entraînent davantage de tempêtes historiques dans les années à venir. Quelles leçons ont-ils donc tirées de leurs défaillances qui pourraient les aider à mieux gérer la prochaine tempête?

PLB a répondu qu'il ne considérait pas l'opération comme un échec, que le seul échec était celui de la dernière entreprise privée qui a terminé le déneigement de sa section en mars, et qu'"il est fort possible qu'il y ait des pénalités pour cette entreprise".

Le maire n'a cependant pas manqué l'occasion de blâmer les travailleurs de la Ville de Montréal et leur syndicat, affirmant que le manque de ressources disponibles pour le déneigement était le résultat d'accords entre la Ville et les cols bleus. Plus tard, il a défendu la décharge à ciel ouvert d'Hochelaga en arguant de manière opportuniste qu'il accordait trop d'importance aux cols bleus pour les envoyer la nettoyer ("ça peut causer la mort", a-t-il affirmé).

Comme le maire considère que le déneigement a été une grande réussite, les membres et amis de la Ligue 33 se sont réunis lors de notre événement mensuel « Bières et politique » pour discuter des solutions à mettre en place pour la prochaine administration municipale qui le remplacera. Avant tout, nous avons déterminé que la prochaine administration doit faire preuve d'humilité et être capable de s'autocritiquer. Elle doit écouter les citoyens au lieu de les mépriser.

Nous croyons que, même dans les relatifs succès (mais encore plus dans les échecs!), on doit viser à faire toujours mieux.

Au niveau des solutions techniques, nous pensons, comme l'a suggéré un col bleu qui était présent, que l'arrondissement devrait chercher à améliorer la qualité de ses gestionnaires et autres cadres qui gèrent le déneigement. Nous souhaitons que ce soit des déneigeurs expérimentés ayant vécu le vrai travail sur le terrain qui aient les emplois de direction. Comment quelqu'un formé à l'université peut avoir un avis véritablement informé sur le type de machine à acheter, sur les enjeux concrets de sécurité, etc. ?

On nous a aussi signalé que la Ville, par souci d'économie, négligerait la qualité de l'équipement de déneigement qu'elle achète. Encore une fois, les cols bleus utilisant cet équipement vont vite voir le problème, mais les gratte-papiers qui leurs donnent des ordres ne sont pas directement affectés.

Notre idée n'est pas de chialer, mais d'être de bonne foi et de proposer des améliorations concrètes pour permettre d'avancer. Il est essentiel, selon nous, que nous soyons collectivement prêts à gérer les tempêtes de neige, aussi historiques soient-elles. Après tout, nous vivons au Québec. Nous savons qu'il y aura toujours des tempêtes de grande ampleur.



La Ligue 33 a amené le mobilier urbain endommagé directement au palais de PLB où les cols bleus sont venus vite le ramasser.

Faut-il couper dans le transport adapté?

David

Un des enjeux mis de l'avant par le syndicat des chauffeurs d'autobus est celui du transport adapté. La STM veut recourir à la sous-traitance pour privatiser ce service. Alors qu'elle entend imposer ces coupures, le conseil d'administration de la STM a voté une augmentation de salaire annuelle de 6,5 % à sa directrice générale (ce qui l'amène à plus de 400 000 \$ par année). Nous avons interviewé quelques personnes concernées par le sujet, soit une intervenante de première ligne, une usagère du transport adapté, ainsi qu'une pharmacienne dont la clientèle utilise ce service.

Intervenante de première ligne

Selon elle, l'accès au réseau d'intervenants des CIUSSS de l'Île de Montréal est de plus en plus complexifié par la lourde bureaucratisation du système de santé imposé par Santé Québec et son autocrate Geneviève Biron. Pour que les usagers se voient accorder l'accès au transport adapté, une demande doit être faite par un intervenant qui émet sa requête via le portail SIRTA de la STM.

La professionnelle interviewée croit que les délais d'attente pour accéder à un intervenant se voient allongés suite aux coupures de postes imposées par Santé Québec.

Elle explique que celui qui voudrait bénéficier du transport adapté « doit être en mesure de se rendre du point A au point B. » Dans le cas contraire, c'est une demande de transport médical qui est nécessaire. L'autonomie est donc un critère primaire pour l'obtention du service, puisque c'est le chauffeur qui s'assure d'accorder l'embarquement et le débarquement.

Ouvrière retraitée du secteur de l'imprimerie

Pour cette usagère bénéficiant majoritairement de ce service en hiver, le transport adapté est essentiel. Celle-ci serait même prête à payer un droit d'entrée de deux dollars pour pallier le déficit de la STM. Bien que charitable, les paiements de 2 \$ vont cependant mettre du temps à compenser les 78 millions \$ de déficit de la Société.

Plus largement, l'usagère s'inquiète des difficiles conditions de travail rencontrées par les conducteurs de bus de la STM, qui doivent composer avec des usagers ayant des enjeux de santé mentale. Elle dénonce le manque criant de ressources imposé par la désinstitutionnalisation du système de santé publique qui a eu lieu dans la dernière décennie au Québec. Selon elle, « travailler avec le peuple est un métier difficile, les fous sont maintenant en liberté ».

Travailleuse de pharmacie

Une dame travaillant en pharmacie a discuté avec nous de son expérience avec la clientèle utilisant le transport adapté. « C'est important, ça devrait être une priorité pour la STM de maintenir ce service-là », mentionne-t-elle. Elle mentionne avoir vu l'autre jour quelqu'un devoir prendre le métro avec sa chaise roulante. « C'est complexe, y'a des stations pas d'ascenseur. »

Certaines de ses clientes utilisent le transport adapté pour aller faire leur épicerie. Discutant avec nous, elle acquiesce quant à l'importance pour une personne de pouvoir faire elle-même ses emplettes, que cela est valorisant.

Dans son groupe d'amis qui passent le temps à l'extérieur du Tim Hortons avec leur quadriporteur, on mentionne ne même pas savoir comment demander le service de transport adapté, souvent trop complexe. Pour ces derniers, la mobilité passe par leur quadriporteur.

Pour un transport adapté accessible !

L'importance du service de transport adapté est claire pour les gens que nous avons interviewés. Les coupes de services vont nuire à la population de nos quartiers, notamment les populations plus vieillissantes de Mercier et de Louis-Riel où les épiceries et commerces de première nécessité ne sont pas facilement accessibles.

Comme nous indique l'intervenante, il y a un manque de confiance envers les autorités, tant dans le transport collectif que dans la santé et les services sociaux. Les usagers de ces services se sentent complètement exclus des décisions prises par les big shots. Pensons à la STM qui priorise des investissements massifs dont personne ne veut, comme la partie sud du SRB Pie-IX.

Les retraités qui ont donné leur travail à la société ou à un employeur pendant des années, les handicapés qu'on laisse végéter chez eux en attendant qu'un jour la société puisse les laisser participer au monde du travail, sont négligés et leurs intérêts passent bien souvent en dernier. Le manque d'accès à du transport adapté à leur condition ne fait bien souvent qu'empirer cet état de choses et augmente leur isolement du reste de la société.

Une certaine autonomie, pourtant, serait plus que profitable pour ce pan important de la population. Le système de santé publique et de services sociaux au Québec, loin d'être profitable, devrait s'inspirer de la sagesse populaire.

Plutôt que de donner le transport adapté à une compagnie à but lucratif, nos bonzes devraient pousser pour qu'encore plus de gens y aient accès ! Il nous faut un transport adapté public et accessible au plus grand nombre si nous voulons sérieusement trouver des solutions à l'isolement des populations vieillissantes ou ayant des capacités physiques limitées. C'est ce que tout le monde travaillant avec les personnes âgées et handicapées pense.



Entrevue avec Frédéric Therrien, président du Syndicat des chauffeurs d'autobus, opérateurs de métro, changeurs et service connexe de la STM

David

David : Vous vous mobilisez contre la privatisation des services publics?

Frédéric : La privatisation, où ça nous touche, c'est au niveau du transport adapté qu'ils ont décidé unilatéralement de privatiser sans même avoir de discussion avec nous. Donc, nous avons décidé de faire bataille pour garder le transport adapté, parce qu'on croit que le service public doit rester public, puisque c'est un service aux citoyens. Puis, dans le cas du transport adapté, ce sont des citoyens qui sont plus vulnérables, donc nous on se bat pour pouvoir le garder.

David : Concrètement, c'en est où ce processus de privatisation?

Frédéric : Ils n'ont pas encore fait d'appel d'offres, on ne sait pas encore qui va pouvoir donner le service au mois de janvier et on est presque rendus au mois de juillet. Il va falloir qu'ils fassent des appels d'offres, que la compagnie qui gagne les appels d'offres achète des autobus, engage des gens... Pouvez-vous m'expliquer comment ils vont faire pour réussir à former des gens pour les amener à une même capacité, à une même formation, à une même qualité de services? Pour moi, c'est relativement impossible.

David : On ne s'en va pas vers des progrès, donc?

Frédéric : Dans le fond, la vraie problématique dans le transport, c'est que le gouvernement ne donne pas les ressources nécessaires pour

faire ce qu'on a à faire. Ils aiment mieux investir dans un garage qui coûte $\frac{1}{4}$ de milliards \$ et un REM qui gruge année après année dans le bénéfice de toutes les sociétés de transports qui l'entourent. À chaque fois que quelqu'un prend le REM, ça enlève de l'argent dans le secteur public pour le transférer dans le secteur privé. En plus, ça réduit l'offre de services autour parce que ça oblige tout le secteur à se rabattre vers le REM. Le contrat est formulé afin de faire en sorte de rentabiliser le REM, ce qui fait en sorte que ça désavantage les «OPTC», les opérateurs de transport comme Laval, Longueuil et Montréal. Dans le fond, c'est nous autres qui nourrit la bête qui nous gruge tranquillement. C'est une sorte de parasite, la façon dont le contrat est fait.

David : Vous avez beaucoup mentionné des enjeux de détournements des ressources. Je comprends que ça a un gros impact dans vos conditions de travail?

Frédéric : Oui, tout part d'une question de sous-financement, puis d'une mauvaise gestion des ressources. Il y a aussi le gouvernement qui oblige l'électrification des transports. La STM se cache derrière ça pour dire que pour le transport adapté, il faudrait des véhicules électriques d'ici 2035. On n'en a pas vraiment, ça coûte trop cher, mais ce sont des obligations du gouvernement.

Ce sont des ressources qu'ils nous obligent à prendre, pour aller dans un secteur bien précis.

C'est le gouvernement qui décide de nous aligner [dans cette direction], mais il ne nous donne pas le budget pour faire face à ça. C'est comme si je vous obligeais à vous acheter une Mercedes alors que vous avez de la difficulté à payer votre loyer. Vous diriez que ça ne fait pas de sens. Le gouvernement, c'est un peu ça qu'il fait: il crée des obligations aux sociétés de transports, puis il ne donne pas nécessairement l'argent qui va avec. [...]

Au bout de la ligne, c'est l'utilisateur qui paye pour ça. C'est l'utilisateur qui a moins de services. Il faut comprendre que de la façon dont ça fonctionne, c'est qu'on se dit: vu qu'il y a moins de monde, on investit moins. Puis, vu qu'on investit moins, il y a moins de monde. C'est comme une spirale qui n'arrête pas de tourner et qui dégrade la qualité du service qu'on offre à la population.

Dans le fond, il faudrait voir la chose autrement puis dire que, vu qu'on veut que ça fonctionne, bien on investit plus. On a un meilleur service, puis le monde vont l'utiliser parce qu'on a un meilleur service. Il y a une expression qui dit « bâtit-le et le monde vont l'habiter ». C'est un peu le même principe : donne du service et le monde vont l'utiliser. [...]

Est-ce qu'on demande aux écoles d'être rentables? Non. Est-ce qu'on demande aux

hôpitaux d'être rentable? Non. À la voirie? À la collecte des vidanges d'être rentable? Ce n'est pas une question de rentabilité, c'est une question du service offert à la population.

David : Si tu t'attends à faire du profit là-dessus, t'es dans le champ!

Frédéric : Regarde on investit combien sur nos ponts et sur nos routes, sur tout ce qui est bâti. À part le pont de la 25 qui est privé, on ne dit pas « Le pont, va-t-il être rentable ? ». [...]

C'est un service à la population. Les rues, les égouts, les aqueducs faits avec nos taxes, c'est un service à la population. Le déneigement... est-ce que c'est rentable le déneigement? Bien non, ce n'est pas rentable. C'est une dépense. C'est un service à la population. Un service public dans le fond, c'est un service à la population. C'est sûr que ce n'est pas rentable, ça ne l'a jamais été et ça ne le sera jamais. Est-ce qu'on peut réussir à économiser, puis trouver de l'optimisation? Oui. Sur la question de la bonne gestion, je pourrais vous parler, vous garder ici pendant deux heures de temps pour parler d'optimisation.

Il y a des pistes de solutions, mais il faut qu'ils, autant l'employeur que la Ville, soient prêt à s'enlever le bandeau de devant les yeux et qu'ils écoutent.



Comment remporter des victoires?

André-Philippe

Ce n'est pas un secret pour personne : les gens au pouvoir à l'arrondissement se sacreront bien de nous autres. Au mieux, le moustachu en chef fera un sourire niais et mimera de vous écouter, mais jamais au grand jamais est-ce que les gens de Projet Montréal ne vont vous écouter s'il s'agit d'améliorer la qualité de vie des résidents (peut-être vous écoutera-t-il si votre projet peut renflouer les poches des commerces pour bobos, par contre).

À la Ligue 33, il y a bien longtemps que nous avons arrêté de croire qu'en léchant les bottes des élus, nous arriverons à nos fins. L'expérience nous a montré que, malheureusement, la seule manière pour les citoyens d'obtenir quelque chose, c'est en luttant pour l'avoir.

La lutte pour les lumières ou l'importance de se regrouper

La première victoire que la Ligue 33 ait obtenue est l'installation de lumières pour le terrain de soccer du parc Saint-Donat. Avant même la création de la Ligue, les jeunes du quartier nous parlaient du fait qu'ils aimeraient pouvoir jouer le soir sur ce terrain, mais que la seule

lumière censée l'éclairer ne fonctionnait pas depuis 7 ans.

Quand un jeune s'est blessé un soir parce qu'il ne voyait pas bien les trous dans le terrain mal entretenu, nous avons décidé que c'était la blessure de trop et nous avons lancé une pétition. Bien que modeste, elle a accumulé rapidement une centaine de signatures de parents et de jeunes du quartier. En fouillant, nous avons fini par réaliser qu'en fait le budget avait déjà été débloqué 5 ans auparavant, mais que, croyant probablement que personne ne s'en rendrait compte, nos élus ne l'ont pas dépensé pour réaliser les travaux.

Après quelques représentations au conseil d'arrondissement et de petites activités de mobilisation (comme accrocher une bannière réclamant des lumières) l'arrondissement nous a promis la pose des lumières. Bureaucratie oblige, il aura fallu talonner l'arrondissement pendant pratiquement 2 ans pour que finalement les travaux soient réalisés, mais nous avons cependant obtenu victoire et en mai 2024 on a pu entendre les jeunes joueurs de soccer crier de joie alors que les lumières s'allumaient au coucher du soleil.



Quatre membres de la Ligue 33 posent avec fierté devant le terrain de soccer nouvellement éclairé du parc Saint-Donat.

Mobilisation MHM 6600 ou l'importance du nombre

Entre Hochelaga et Longue-Pointe se trouve une zone plutôt vaste de terrains vagues, de friches et de petits boisés, mais on y retrouve aussi une compagnie de transbordage de conteneurs, Ray-Mont Logistique, qui souhaite transformer cet environnement en secteur dédié au transit des marchandises qui viennent du port de Montréal.

En réponse à la volonté de la compagnie d'élargir ses opérations à la volonté de la compagnie d'élargir ses opérations et de détruire des zones vertes pour augmenter le transit de conteneurs, des gens qui habitaient dans les alentours se sont mobilisés. Ce qui allait devenir le groupe « Mobilisation MHM 6600 » a alors fait des pieds et des mains pour faire signer une pétition qui a amassé près de 6600 signatures.

Bien que Ray-Mont, vu la mollesse de nos élus, avance ici et là dans son accaparation des zones vertes, il se trouve que certaines zones, comme le Boisé Vimont, seront protégées. L'arrondissement ne peut, en effet, s'aliéner des milliers et des milliers de personnes sans que cela n'affecte ses chances d'être réélu aux prochaines élections. La force du nombre, donc, est essentielle pour gagner. Si au lieu de 6600, ça avait été Mobilisation MHM 17, probablement qu'aucun gain n'aurait été fait dans cette lutte citoyenne.

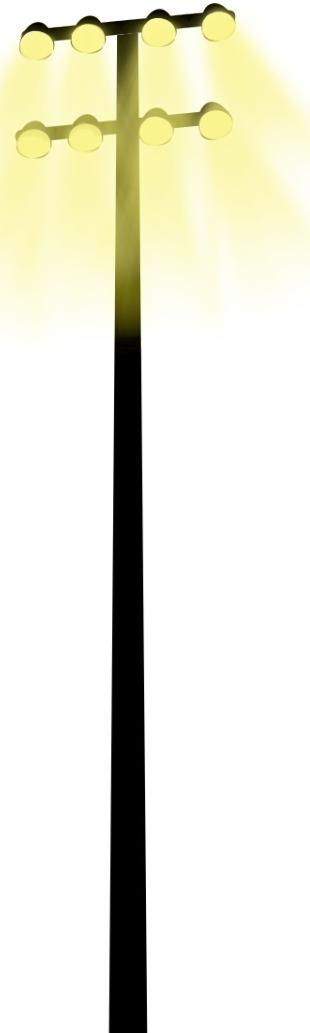
La grève des loyers à Toronto ou l'importance de l'audace

Éloignons-nous de Montréal. En 2024, les locataires du 25 Cougar Court à Toronto ont réussi à faire réduire de moitié les augmentations que leur propriétaire - la firme d'investissement Starlight - voulait imposer. Organisés en « syndicat de locataires », les résidents de l'immeuble se sont regroupés, ont utilisé la force du nombre, mais aussi, élément crucial ici, ont décidé de prendre des risques. Plus précisément, les locataires ont décidé de faire une grève des loyers, une manœuvre de plus en plus répandue, mais qui n'est pas légalement protégée.

Rien, en effet, ne garantit qu'on ne sera pas expulsé si une grève des loyers échoue à mener vers une victoire. La seule garantie, c'est que si tout le monde se tient et qu'on est beaucoup, Starlight Investments aura de la difficulté à mettre tout le monde à la rue. Il faut donc une bonne dose de confiance en ses comparses. C'est, de fait, en prenant ces risques qu'on construit une confiance mutuelle avec ses voisins.

La logique de sacrifice et de réseau de confiance a permis, par exemple, au même syndicat de locataires d'empêcher une mère de famille d'être mise à la rue en 2023. Celle-ci refusait de payer des frais qu'on lui avait indûment chargés, ce qui incommodait Starlight puisqu'il s'agit d'une compagnie qui ne veut, au bout du compte, pas loger des mères de famille, mais bien accumuler le plus d'argent possible.

Nous croyons donc que les victoires s'obtiennent grâce à trois principes importants: se regrouper, impliquer le plus grand nombre et prendre des risques.



LE PROGRAMME DE LA LIGUE 33



LA LIGUE 33 VEUT AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE ET LA PARTICIPATION À LA DÉMOCRATIE MUNICIPALE DANS MERCIER-HOCHELAGA-MAISONNEUVE. CELA IMPLIQUE QUE LA LIGUE 33 VEUT 3 CHOSES: UNE BONNE VIE POUR TOUT LE MONDE, LE POUVOIR AU PEUPLE ET UN ESPACE PUBLIC DE QUALITÉ.

UNE BONNE VIE, PAS JUSTE DE LA SURVIE

Une large partie de la population passe sa vie à jongler avec son budget pour arriver à joindre les deux bouts. Chaque petit « luxe » (comme aller au restaurant ou au cinéma) peut risquer de faire rater un paiement. Ça doit cesser.

- Nous voulons que le droit au logement soit un fait, pas une promesse en l'air.
- Nous voulons que les taxes pour les travailleurs et les retraités soient les plus basses possible, sans pour autant couper dans les services publics.
- Nous voulons que les différents gouvernements favorisent des initiatives comme le GEMO plutôt que celles des cartels alimentaires.

UN ESPACE PUBLIC DE QUALITÉ

La mode dans l'arrondissement est au « mobilier urbain » qui flashe, aux concepts qui feront beau sur les médias sociaux, aux « jardins de pluie » et décorations que personne n'a jamais demandé. Pendant ce temps, on ne trouve pas de toilettes dans les parcs et les rues sont pleines de déchets. Il faudrait s'occuper de l'essentiel en premier.

- Nous voulons des parcs et des rues propres et bien éclairés.
- Nous voulons des installations sportives qui conviennent aux besoins des jeunes et qui sont accessibles au public.
- Nous voulons des toilettes, des poubelles et des cendriers dans les espaces publics.

LE POUVOIR AU PEUPLE

Actuellement, la « démocratie » municipale fonctionne à l'envers. Les politiciens décident derrière des portes closes de quels projets ils devront faire passer, puis cherchent comment faire pour que la population l'accepte. Ce sont pourtant les idées des citoyens qui devraient être mises de l'avant par les gens censés nous représenter.

- Nous voulons la possibilité de forcer des référendums citoyens.
- Nous voulons que les consultations publiques soient prises au sérieux et cessent d'être des séances d'information.
- Nous voulons que la population ait le droit de démettre un élu de ses fonctions.

REJOIGNEZ-NOUS SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX!

